

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la politique gouvernementale et sur les efforts en faveur des Français de l'étranger, à Madrid le 16 janvier 2012.

Mes Chers compatriotes d'Espagne et du monde,

Ayant en mémoire notre rencontre du printemps 2009, j'ai voulu revenir, ici, à Madrid pour vous présenter, en compagnie du ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat chargé des Français de l'étranger, les vœux de bonheur que je forme, que nous formons pour chacun de vous.

Au-delà de la communauté française en Espagne, c'est à l'ensemble des Français vivant à l'étranger que je veux m'adresser aujourd'hui.

La communauté française à l'étranger n'a jamais été aussi importante. Elle ne cesse de croître, au rythme de 3% par an en moyenne. Si l'on ajoute au million et demi de nos compatriotes enregistrés auprès de nos consulats, ceux qui ne le sont pas encore, ce sont près de 2 millions et demi de Français qui vivent, travaillent et étudient à l'étranger.

Je vous le dis avec conviction : vous, Français de l'étranger, vous êtes une force, vous êtes une richesse pour la France. Dans notre monde, votre dynamisme, vos talents et votre courage sont des atouts pour la Nation française. Vous êtes les fers de lance de la France. Avec les Français de métropole et d'Outre-mer, vous formez le Peuple français avec son caractère, son génie, son panache.

Vos situations sont extraordinairement diverses. Loin des clichés qui ont la vie dure, la grande majorité d'entre vous n'est pas des privilégiés. A l'étranger par choix ou par nécessité, au gré des hasards de l'existence ou de décisions familiales et professionnelles, vous faites preuve de la plus belle des qualités : la capacité d'adaptation. A ce titre, par votre capacité d'adaptation, vous êtes une leçon pour l'ensemble de la communauté nationale.

Par nature ouverts aux autres cultures, vous êtes l'image d'une France tournée vers l'avenir, qui ne peut pas, qui ne doit pas se replier sur elle-même.

Eclaireurs de la France au-delà de ses frontières, vous le savez mieux que personne : pour que la France rayonne et tienne tout son rang dans la communauté des nations, la France doit demeurer compétitive. C'est le sens de la politique que depuis 2007 nous engageons. Cette politique a rencontré depuis 3 ans une crise, peut-être la plus violente des crises économiques que le monde ait connue depuis 1929.

Cette crise, nous la surmonterons, nous la surmonterons en faisant preuve de courage et en disant la vérité. J'ai dit aux Français que je m'engageais à leur parler avec franchise, sans rien dissimuler.

La France, pendant trop longtemps, a différé les réformes qui étaient nécessaires et que d'autres avaient mises en œuvre avant nous et mieux que nous. Je n'ai pas choisi la voie de la facilité, j'ai pris le parti de la responsabilité et de la vérité.

Nous avons réformé notre système de retraites. Qui peut aujourd'hui contester la nécessité de la réforme d'un système qui faisait que sur 15 millions de retraités, nous devions emprunter pour payer la pension d'1, 5 millions d'entre eux ? Pour payer les pensions de retraites, la sécurité sociale allait à la banque chercher un argent qu'elle n'avait pas. Nous gagnons une année d'espérance de vie tous les 4 ans. Comment continuer à payer les retraites sans allonger la durée

...espérance de ne tous les faire comment continuer à payer les retraites sans élargir la durée de la vie professionnelle ?

Nous avons revalorisé les heures supplémentaires, le travail, en exonérant les heures supplémentaires. C'est une mesure qui a profité à 9 millions de salariés. Qui peut dire que l'on peut améliorer le pouvoir d'achat des gens en leur promettant de travailler moins ? Lequel d'entre vous, à l'étranger, a constaté - quel que soit le continent que vous ayez choisi - qu'un autre pays s'était doté de cette règle administrative, absurde, des 35h obligatoires ? Où dans le monde a-t-on fait un choix pareil ?

Que les gouvernements soient de gauche ou de droite, aucun, aucun, n'a fait un choix pareil. Aucun d'ailleurs, n'a fait le choix, comme en France en 1983, de passer la retraite de 65 à 60 ans. Si on ne l'avait pas fait, nous n'aurions pas eu, nous, à faire ce travail difficile.

Je n'ai pas voulu revenir sur la suppression des droits de succession pour 95% des Français parce que j'estime que lorsque l'on a travaillé toute une vie, il est normal de pouvoir transférer à ses enfants le fruit d'une vie de travail.

Nous avons engagé les investissements d'avenir et organisé l'autonomie des universités. Vous êtes des Français de l'étranger. Les pays où les universités ont réussi, où des familles françaises rêvent de mettre leurs enfants, sont toutes des universités autonomes. En 2007, aucune université française n'était autonome. Au 1er janvier de cette année, la totalité des universités françaises sont autonomes.

Dans le passé, il suffisait de prononcer le mot autonomie pour déclencher manifestations, grève et opposition. Nous en avons eues. Ce qui a changé, c'est que nous n'avons pas cédé. Non pas par esprit de système, non pas par idéologie, mais parce qu'on ne peut plus dans le monde d'aujourd'hui être dans un univers où l'on cède lorsqu'on est au gouvernement, non pas parce que la revendication est juste mais parce que ceux qui la portent sont mieux organisés que les autres.

De la même manière, sur la scène internationale, la France a essayé de développer son influence et sa capacité d'entraînement. Le G20, c'est une idée, une initiative française. La Côte d'Ivoire : 10 ans sans élection ! C'est une intervention française, sous mandat de l'ONU. La Libye, 41 ans de dictature de M. KADHAFI, qui avait promis une rivière de sang à Benghazi, c'est l'intervention de l'armée française, au service de la liberté. L'euro, l'Europe, c'est sans doute la crise la plus grave que connaissent l'Europe et l'euro depuis sa création.

J'aimerais vous convaincre d'une chose, mes chers compatriotes, l'euro c'est le cur de l'Europe. Si l'euro ne tient pas, c'est l'Europe qui se disloque. Si l'Europe se disloque, qu'en sera-t-il de la paix sur notre continent ? Où pendant des décennies, on s'est affronté, y compris au XXème siècle, avec une barbarie sans égale dans le monde.

Je crois en l'Europe, parce que l'Europe c'est certainement la plus belle idée de l'homme mise au service de la paix. Bien sûr c'est difficile, bien sûr c'est compliqué de faire fonctionner 27 pays ensemble, dont 17 avec la même monnaie. Mais franchement, n'est-ce pas notre bien le plus précieux que notre amitié avec nos voisins allemands ? A-t-on à ce point oublié les leçons de notre histoire, pour considérer que la paix, l'amitié, la concorde, sont acquises pour toujours ? Nous n'avons pas le droit de sacrifier cette amitié avec nos amis allemands. Nous devons converger avec eux. Dans chaque famille de France il y a le souvenir des guerres qui nous ont opposés. Il ne faut pas jouer avec ses sentiments. Il faut travailler ensemble, main dans la main. Ici en Espagne, on se souvient des débats infinis à l'époque de l'entrée de l'Espagne dans la communauté européenne. On n'était pas encore dans l'Union européenne. Qui aujourd'hui pourrait regretter ce choix qui a été fait ? Et qui pourrait contester que l'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne n'ait pas compté beaucoup pour l'enracinement de l'Espagne dans la démocratie ?

Alors bien sûr il y a des choses à changer en Europe. L'Europe doit être moins naïve, l'Europe doit exiger la réciprocité dans les échanges. L'Europe doit être plus politique. L'Europe doit porter une vraie politique industrielle. L'Europe doit faire converger les systèmes fiscaux mais l'Europe doit être sauvée. Et nous, les Français, nous avons une responsabilité particulière à jouer dans ce rôle et dans cette direction.

Qu'il me soit permis aussi de souligner certains débats qui vous concernent, Français de l'étranger, et qui sont parfois injustes. Je pense notamment à celui de la suppression de la double nationalité. Les Français qui ont une autre nationalité restent Français et appartiennent pleinement à la communauté nationale. Il n'y a pas à y revenir. Dans chaque famille il y a des histoires. Il y a des traditions, il y a des racines, il y a une identité. En quoi serait-on moins bon Français parce qu'en plus de son identité française, on a des racines, il y a une histoire dans d'autres pays ?

J'ai voulu également que le gouvernement prenne des mesures particulières pour assurer votre sécurité. Un Centre de crise au sein du ministère des affaires étrangères a été créé.

Malheureusement, il a eu de multiples occasions depuis 3 ans de montrer la pertinence de son établissement.

Récemment encore avec le naufrage du Concordia en Méditerranée. Je veux exprimer la solidarité de la Nation à toutes les familles des victimes. Mes pensées vont également à nos compatriotes qui ont enduré des heures d'angoisse épouvantables à bord de ce navire.

Pour la seule année 2011, nous avons dû procéder à trois opérations d'évacuation de nos concitoyens résidant à l'étranger : en Libye, au Japon et en Côte d'Ivoire. Les printemps arabes ont eu en matière de sécurité des conséquences qui impliquent notre grande vigilance. Je pense plus particulièrement, en ce moment, à nos compatriotes résidant en Syrie. Et je veux dire combien j'ai été touché par le décès de Gilles Jacquier, qui exerçait son métier de journaliste au péril de sa vie.

En 2011, la France a payé un lourd tribut au terrorisme et à la guerre. 14 Français victimes de la barbarie au Niger, à Abidjan, à Marrakech, au large du Yémen et en Somalie. Je veux le dire à tous nos compatriotes, c'est cela aussi le quotidien des Français de l'étranger. 7 Français sont aujourd'hui retenus en otage au Sahel et en Somalie.

Je sais que votre vie quotidienne est largement conditionnée par la situation de vos enfants et notamment la question de leur éducation. 300.000 élèves dans notre réseau d'éducation à l'étranger, dont 110.000 Français, scolarisés, tenez-vous bien, dans 485 établissements à travers le monde répartis dans 130 pays, c'est cela aussi la France. Des Français partout dans le monde, des établissements scolaires où vous pouvez inscrire vos enfants partout dans le monde. 130 pays. La France dispose d'un instrument de rayonnement exceptionnel. En dépit de la nécessaire réduction de nos déficits publics, nous avons augmenté l'effort de la nation en faveur de ce réseau et nous nous sommes engagés dans une hausse de l'aide à la scolarité qui a doublé en 5 ans pour atteindre 125 millions d'euros. Malgré la crise, 32.000 élèves français bénéficient d'une aide à la scolarité, ils étaient 22.000 en 2007. Comprenez-moi bien, on ne peut pas dire aux Français à l'étranger : « c'est bien ce que vous faites, vous participez à l'image de la France, à la puissance de la France. Mais débrouillez-vous pour vos enfants ». Cela n'a pas de sens.

Cette aide à la scolarité repose sur la mesure de prise en charge des frais de scolarité, que j'avais promise en 2007, qui a été mise en œuvre progressivement et bénéficie aujourd'hui à 8 000 élèves. Nous continuerons. Si vous saviez ce qu'il a fallu insister pour maintenir cette promesse et la mettre en œuvre. Là encore, je ne comprends pas certains réflexes de notre administration, ou je les comprends trop bien. Quand on est en métropole et que ses enfants sont scolarisés, on trouve parfaitement normal, lorsqu'on inscrit ses enfants à l'école de la République, que les études soient gratuites. Et quand on est à l'étranger et qu'il existe un réseau public, en quoi la règle devrait-elle être différente ? On m'a dit : « pourquoi avez-vous commencé par la Terminale ? »

Parce que si j'avais commencé par la maternelle, on m'aurait dit le contraire, sauf que la différence, c'est que c'est plus cher d'avoir un enfant, un jeune en terminale que de l'avoir en maternelle. Et donc il m'a semblé plus juste de commencer la gratuité par ce niveau-là. Certains ont dit que cette gratuité allait supprimer les bourses. C'est faux. En 5 ans, les crédits consacrés aux bourses scolaires ont doublé, 50 millions d'euros en 2007, près de 100 millions d'euros en 2012. Et le nombre de boursiers a augmenté de 20%.

Par ailleurs, nous avons engagé malgré la crise, un travail très important de rénovation et de construction de bâtiments d'enseignements.

Les rénovations dans le bâtiment scolaire ont concerné, ici en Espagne, Madrid, Barcelone et Valence. Hors d'Espagne, Bruxelles, Lisbonne et Vienne.

Nous avons acquis de nouveaux locaux pour l'enseignement à Munich, à La Haye, à Abidjan et à Berlin.

Nous avons acheté des terrains en vue de la relocalisation d'établissements scolaires français à Brasilia et à Vientiane.

De nouveaux établissements ont été construits à Dakar, Ankara et Ho Chi Minh ville et des chantiers viennent d'être lancés à Amman, au Caire, à Alger, à Tananarive, à Tunis, à Tokyo, à Nouakchott et, encore, à Madrid. Et des opérations sont programmées à Abu Dhabi, à Pékin, à Hanoi, à Moscou et au Maroc.

Mes chers compatriotes Français de l'étranger, je vous le dis, parce que c'est un élément essentiel de notre politique, le rayonnement du français, le rayonnement de la culture française, le rayonnement de notre pays, cela passe par l'éducation et par la culture. Et la réponse française à la crise, c'est la culture. C'est justement parce qu'il y a la crise qu'il faut renforcer nos moyens au service de notre langue, au service de notre culture.

Permettez-moi enfin de dire un mot sur la remarquable mobilisation du réseau de l'enseignement français à l'étranger, enfants, parents et personnels, dans les nombreuses crises que le monde a connues au cours des dernières années.

Un mot enfin sur notre réseau consulaire. Il est le deuxième du monde par le nombre de ses implantations. Et le premier par l'étendue de la gamme et de la qualité des services qu'il rend. Ma conviction, c'est que notre réseau consulaire n'est pas un héritage, qu'il ne doit pas être figé. Certains postes ont été fermés en Europe, mais d'autres au service de Français plus éloignés de la métropole, ont été ouverts. Je ne suis pas sûr que nous ayons absolument besoin, quel que soit mon attachement à l'Italie, de nombreux consulats en Italie. Je vais avoir des ennuis familiaux mais... Enfin permettez-moi de vous dire, quand on est en Europe, la présence d'un réseau consulaire n'a pas la même signification que lorsqu'on est à l'autre bout du monde où, vraiment, le consulat est le point de rattachement avec son pays.

Edouard Courtial travaille avec Alain Juppé pour faciliter et simplifier encore vos rapports avec l'administration. Je pense au passeport biométrique. Vraiment, par moment, il faut avoir un enthousiasme ou une nécessité absolue pour obtenir ses papiers et faire les démarches que l'on demande.

Je sais enfin qu'il y a un problème qui vous préoccupe, c'est celui de l'appréhension du départ, et du retour en France. Nous allons mettre sur pied un véritable service public d'accompagnement de l'expatriation et de la réinsertion, afin qu'une personne ou une famille puisse aborder ces changements, importants dans une vie, sans subir un traumatisme. Je sais combien de procédures et formalités doivent être envisagées au départ ou au retour. Je souhaite que nous puissions regrouper en un seul service l'ensemble des démarches demandées par les administrations, afin de simplifier au maximum la charge administrative qui pèse sur vous. J'ajoute que, et c'est un message pour nos administrations comme pour nos entreprises : elles doivent savoir profiter de l'expérience acquise. Un Français qui part à l'étranger doit pouvoir retrouver une place valorisante à son retour. C'est aussi dans l'intérêt des administrations et des entreprises.

Dernier changement, vous aurez au mois de juin prochain à élire les 11 députés représentant les 2 millions et demi de Français de l'étranger. Il m'a semblé normal que les Français de l'étranger puissent voter pour des députés en plus des sénateurs, de façon à ce que leurs opinions puissent être représentées au Parlement français. Et que vous ne soyez pas obligés d'imaginer un rattachement dans une circonscription où vous n'êtes plus depuis bien longtemps.

Désormais il y a des circonscriptions de l'étranger et vous aurez un député comme vous avez des sénateurs qui vous représentent. Il me semble que prévoir 11 députés pour représenter 2 millions et demi de français, c'est un ratio qui réduirait bien l'Assemblée nationale s'il devait être appliqué, Monsieur le ministre de l'Intérieur, Cher Claude, aux circonscriptions de métropole. J'ajoute que nous avons veillé à créer ces postes en diminuant le nombre des circonscriptions métropolitaines. de façon à ne pas augmenter le nombre total d'élus.

interdépendance, de façon à ne pas augmenter le nombre total d'élus.

Voilà Mesdames et Messieurs, mes chers compatriotes, c'est un moment bien difficile de l'histoire du monde, c'est un moment bien complexe et même temps passionnant.

Complexe, parce que tout se surajoute, tout se tient. Crise financière, crise économique, crise sociale, crise morale, crise diplomatique.

Passionnant, parce qu'il faut inventer des idées nouvelles, parce qu'il faut être ouvert sur ce monde, et parce que la France a une opportunité de construire une nouvelle relation avec ce nouveau monde.

L'idée est assez simple : nous adapter pour préserver notre modèle et rester l'une des grandes puissances qui comptent dans le monde. Cela demande du courage, des efforts, du travail, du sang-froid mais c'est le début du 21^e siècle et c'est cela la tâche qui est la nôtre.

Soyez assurés, mes chers compatriotes, des vœux que je forme pour vous-même, pour vos familles, pour ceux que vous aimez. J'espère que cette année 2012 vous épargnera les épreuves que souvent les années réservent. La vie n'est pas toujours un long fleuve tranquille, alors ce ne serait pas très crédible si je vous disais « vous n'allez pas connaître d'épreuves », mais au fond ce que je peux vous souhaiter de meilleur pour chacune et chacun d'entre vous, c'est quel que soit ce que vous réserve la vie, que vous ayez l'énergie et la force pour faire face aux épreuves que chacun d'entre nous durant son existence doit affronter. Vive la République et vive la France !